



PREFET DE LA VENDEE

Direction Départementale des Territoires et de la Mer

**ARRETE préfectoral n° 16/DDTM85/115-SERN-NTB
portant octroi d'une autorisation de destruction ou perturbation intentionnelle
de spécimens d'espèces animales protégées**

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre 1er du Livre IV du Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.411-1, L.411-2 et R 411-1 à R 411-14 relatifs à la préservation du patrimoine naturel;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2014 fixant les conditions et les limites dans lesquelles des dérogations à la destruction d'œufs de goélands peuvent être accordées par le Préfet,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L 411-2 du Code de l'Environnement et portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant les listes des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté n°15-DRCTAJ-2-480 du 14 septembre 2015, portant délégation générale de signature à Monsieur Stéphane BURON, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Vendée ;

VU la décision n°16-DDTM/SG – 62 du 22 février 2016 donnant subdélégation générale de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer,

VU la demande de dérogation en date du 20 janvier 2016 présentée par Monsieur Yannick MARIONNEAU, vice-président du Comité Régional de la Conchyliculture des Pays de Loire, dans le cadre des actions de limitation des populations de Goélands argentés et leucophées aux niveaux des établissements d'élevage mytilicole implantés dans la baie de l'Aiguillon ;

VU l'avis favorable du 11 mars 2016 du Conseil National de la Protection de la Nature,

.../...

CONSIDERANT que la demande de dérogation porte sur la destruction et la perturbation intentionnelle de goélands argentés et leucophées.

CONSIDERANT que la demande s'inscrit dans le cadre de la limitation des populations de goélands argentés et leucophées qui causent d'importants dommages aux établissements d'élevage mytilicole implantés dans la baie de l'Aiguillon située sur les communes de l'Aiguillon sur Mer, La Faute sur Mer et La Tranche sur Mer ;

CONSIDERANT que la demande s'inscrit dans le cadre des dérogations prévues à l'article L.411-2 du code de l'environnement et peut répondre à la double condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDERANT que la demande est inscrite dans un programme de régulation des populations de goélands argentés et leucophées en vue de limiter les dommages occasionnés aux établissements d'élevage mytilicole, et que le caractère d'urgence est avéré.

ARRETE

ARTICLE 1 : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est M. MARIONNEAU Yannick, vice-président du Comité Régional de la Conchyliculture des Pays de Loire.

ARTICLE 2 : Nature de la dérogation

Le Comité Régional de la Conchyliculture des Pays de Loire est autorisé à déroger à l'interdiction de perturber les espèces de Goelands suivantes :

- Larus argentatus (goéland argenté) ;
- Larus michaelis (goéland leucophée) ;

ARTICLE 3 : Condition de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre des mesures suivantes :

1. L'autorisation délivrée étant personnelle, nominative donc incessible, seuls les tireurs nommément désignés à l'annexe du présent arrêté, sont autorisés à procéder à cet effarouchement ou à cette destruction, à condition d'être porteur d'une copie de cette autorisation et du permis de chasser validé pour la campagne en cours ;
2. Chaque tireur devra présenter ces documents à toute réquisition des agents chargés du contrôle des opérations et respecter les règles ordinaires de la police de la chasse, notamment à ne pas procéder à des TIRS DE NUIT ;
3. Chaque tireur est autorisé à tirer un maximum de 30 goélands ;
4. Le tir des goélands et le passage de personnes en armes sont interdits dans la réserve naturelle de la baie de l'Aiguillon sur Mer et de La Belle Henriette ;
5. L'utilisation de la grenaille de plomb est interdite dans les zones humides visées aux articles L 424-6 et L 422-28 du code de l'environnement ;
6. La destruction des goélands ne pourra être effectuée que sur et au-dessus des établissements de mytiliculture sur les communes de l'Aiguillon sur mer, La Faute sur mer et La Tranche sur mer dont le tireur, nommément désigné, est concessionnaire ;
7. Les bagues récupérées sur les oiseaux abattus devront obligatoirement être remises à la station de l'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE et de la FAUNE SAUVAGE, Réserve de Chanteloup à L'ILE D'OLONNE avec indication des dates et lieux de prélèvement des oiseaux bagués ;
8. Les cadavres récupérables devront être remis au service public de l'équarrissage ou, à défaut, enfouis. Dans ce dernier cas, ils seront recouverts de chaux vive avant comblement de la fosse.

ARTICLE 4 : Mesure de suivi

Le Comité Régional de la Conchyliculture des Pays de la Loire devra rendre compte au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (19 rue Montesquieu – BP 60827 – 80021 La Roche sur Yon Cedex), chaque fin de trimestre, de l'ampleur des dégâts constatés, du nombre de jours d'intervention et des prélèvements mensuels opérés.

ARTICLE 5 : Durée de réalisation des activités bénéficiant de la dérogation et durée de réalisation des mesures compensatoires

La présente autorisation est délivrée pour toute la période de fréquentation des établissements de mytiliculture par les goélands, de la date du présent arrêté au 31 décembre 2016 inclus.

ARTICLE 6 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 3 et 4 du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est puni des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 8 : Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, auprès du Tribunal Administratif de NANTES – 6, allée de l'île Gloriette – 44041 NANTES CEDEX 01.

ARTICLE 9 : Exécution

Le Préfet du département de la Vendée, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Vendée, les Maires des communes concernées, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Vendée et tous les agents habilités à assurer la police de la chasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Vendée.

Fait à La ROCHE SUR YON, le

Pour le Préfet et par délégation le Directeur Départemental adjoint des Territoires et de la Mer de la Vendée,